

L'alourdissement de la fiscalité, dans un contexte de guerre des prix, grève le résultat d'exploitation des entreprises agroalimentaires, en affectant son potentiel de croissance

L'industrie alimentaire demeure l'une des grandes forces productives françaises. Elle représente près de 20 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'industrie et regroupe un emploi industriel sur 6. Pour autant, elle se trouve aujourd'hui prise en étau entre un amont dont la compétitivité se réduit année après année par rapport à ses voisins européens et un aval dont la guerre des prix et la concentration progressive exercent une pression considérable sur ses propres prix de vente et sur ses marges.

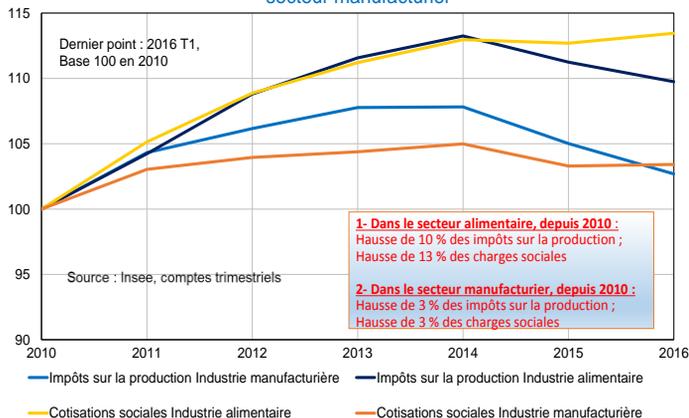
1. Un alourdissement sans précédent de la fiscalité alimentaire depuis 2011

La fiscalité agroalimentaire grève de manière substantielle le résultat d'exploitation des entreprises. La contribution du secteur, qui finance à lui seul 13 % du budget de l'Etat, s'est considérablement accrue depuis 2011, avec la multiplication de taxes d'un montant fixe sur accises (taxes boissons, droits sur les bières, taxes sur les spiritueux...). Au total, ce sont près de 600 millions d'euros (M€) qui ont été payés de manière additionnelle par les entreprises depuis 2011 (pour une hausse totale de 1,2 milliards d'euros -Md€- en intégrant les cotisations sociales). La hausse de la fiscalité affecte aussi le poste énergétique, donnée essentielle pour l'agroalimentaire, 3^{ème} secteur le plus consommateur d'électricité en France. Depuis 2011, 200 M€ ont été payés de manière additionnelle par le secteur au titre de l'énergie, ce qui porte aujourd'hui à près de 6 Md€ le poids des taxes alimentaires et énergétiques supporté par l'ensemble de la filière alimentaire.

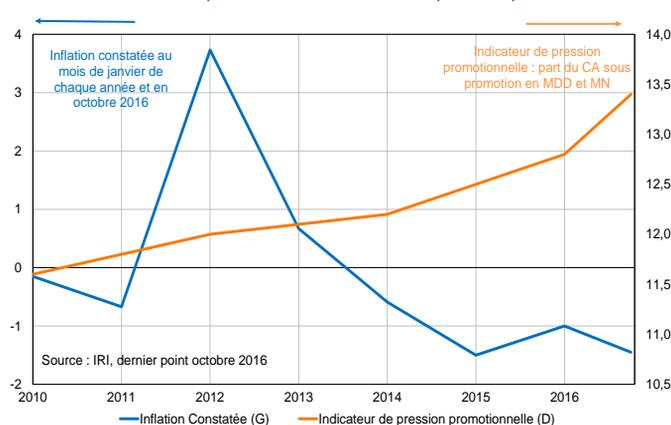
2. La guerre des prix dans la grande distribution affecte sensiblement la situation financière des entreprises

Les 16 218 entreprises alimentaires, pour pouvoir commercialiser leurs produits auprès des français, doivent négocier avec 4 centrales d'achat qui représentent chacune entre 20 et 25 % du marché de la grande consommation à dominante alimentaire (source ILEC). La grande distribution a donc un impact considérable sur la structuration de l'ensemble de la filière alimentaire française. Force est de constater que depuis 2013, les industriels se voient imposer systématiquement des baisses de tarifs. La déflation atteint près de 4% en cumul s'agissant des produits alimentaires sur les 3 dernières années. Cette incapacité globale à répercuter auprès des enseignes de distribution les hausses de coûts ou besoins d'investissement exerce une pression importante sur la santé financière des entreprises agroalimentaires. De surcroît, à cette guerre des prix généralisée, s'est récemment adjointe une guerre des promotions : le chiffre d'affaires des produits sous promotions a en effet augmenté de près de 7 % depuis 2015. Cette guerre des promotions alimente la spirale déflationniste sans faire croître les marchés, puisque la consommation peine à redécoller, dans un contexte de reprise du pouvoir d'achat pourtant porteur. En revanche, la situation financière du secteur agroalimentaire, constitué pour 76 % de TPE, continue d'être précaire : le taux de marge baisse en effet tendanciellement depuis plusieurs années, alors qu'il a retrouvé son niveau d'avant crise dans l'ensemble de l'industrie.

Evolution de la fiscalité : comparaison secteur alimentaire et secteur manufacturier



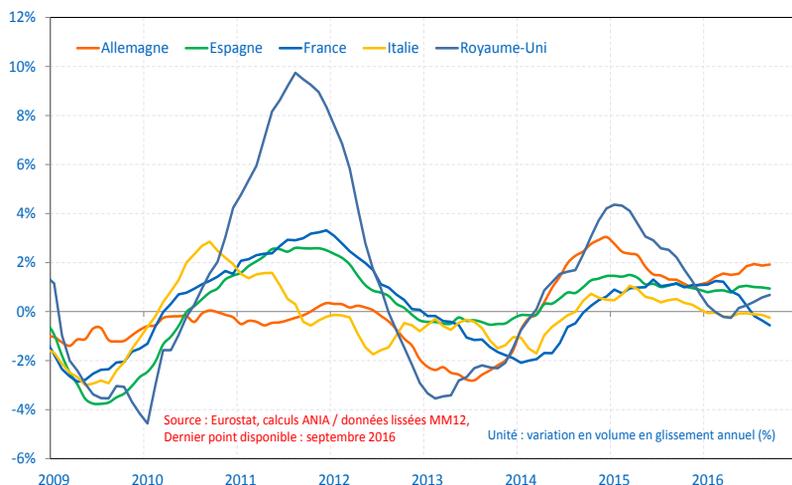
Evolution des prix alimentaires en PGC et pression promotionnelle



Fierté, Responsabilité, Ambition

Panorama Europe : inflation et production encore modérées – Décrochage de la production en France par rapport au reste de la zone euro

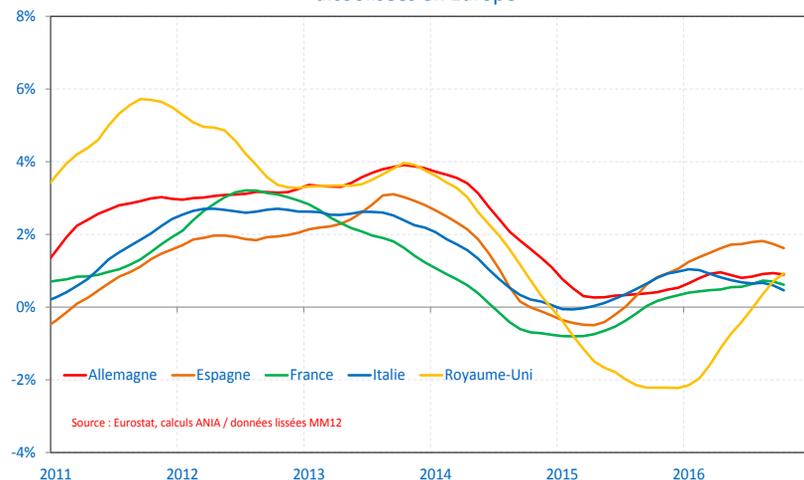
Evolution de la production dans les IAA en zone euro



La production, sur 12 mois glissants, se stabilise en Europe ces derniers mois (+ 0,7 %). En France, la production fléchit nettement en 2016 : passant de 1,1 % en janvier 2016 à -0,6% en septembre 2016.

Parmi les autres pays de la zone euro, l'Allemagne voit sa production se maintenir depuis quelques mois (+1,9%), soit une évolution supérieure à celle observée en Espagne (+0,9%). La production demeure très contenue en Italie (-0,3 %).

Prix à la consommation des produits alimentaires et boissons non alcoolisées en Europe



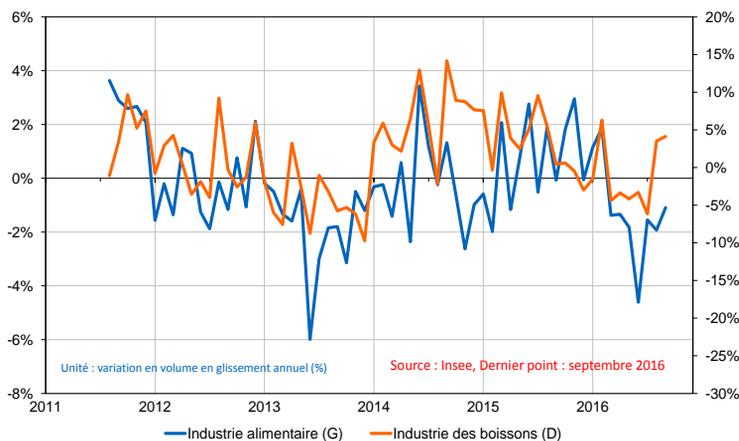
Dans la zone euro, l'inflation des produits alimentaires et des boissons s'inscrit à 0,8 % en octobre 2016.

Par pays, l'évolution des prix reste encore hétérogène :

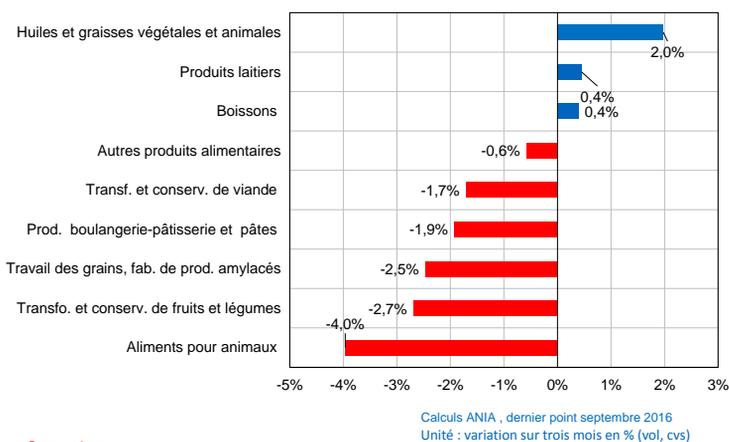
- L'inflation est la plus élevée en Espagne (+ 1,6 % après + 1,7 %).
- Elle reste stable en Allemagne (+0,9%), tandis qu'elle s'inscrit à + 0,6 % en France.
- Enfin, l'inflation accélère graduellement au Royaume-Uni depuis l'été. Elle s'inscrit à +0,9 % en octobre 2016.

Production alimentaire France : net repli en 2016

Production des produits agroalimentaires et des boissons



Variation sur trois mois de la production par secteur



Depuis le début de l'année, la production alimentaire demeure atone ou en repli. Cette tendance semble légèrement s'atténuer depuis trois mois.

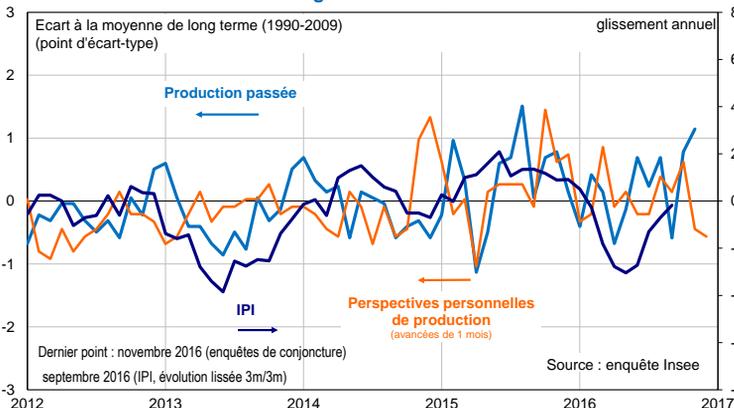
En septembre, elle progresse de + 0,2 %, après + 1,0% observé en août. Mesurée sur un an, la production se redresse graduellement, mais reste orientée à la baisse : - 1,1 % en septembre, après - 1,9 % en août. S'agissant des boissons, la production progresse en septembre (+ 4,3 %), pour le 4^e mois consécutif, de sorte que la production accélère lorsqu'elle est mesurée sur un an (+ 4,1 %).

Sur les douze derniers mois, à septembre 2016, la production agroalimentaire recule de - 1,2 % et celle des boissons progresse de + 1,3 %.

Sur les trois derniers mois, à septembre 2016, seules les productions d'huiles et graisses végétales et animales progressent (+ 2,0 %). Celles des produits laitiers (+0,4 %) et des boissons (+0,4 %) restent assez modérées.

Concernant les autres secteurs, la production se replie. Le recul est notamment prononcé s'agissant du secteur des aliments pour animaux (-4,0 %) et de la transformation et conservation de fruits et légumes (- 2,7 %).

Jugement des industriels concernant l'activité dans l'industrie agroalimentaire

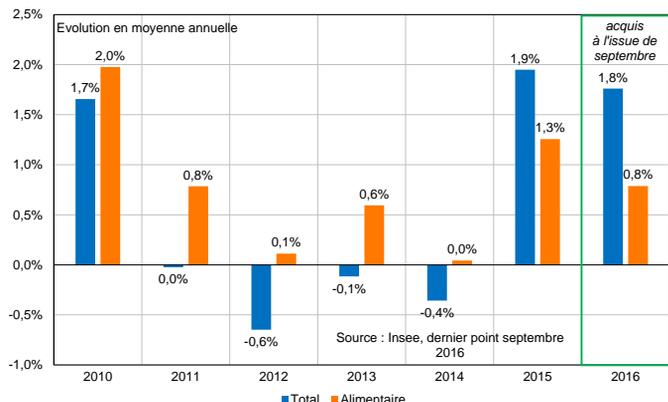


Les enquêtes de conjoncture permettent d'avoir un diagnostic précis sur l'activité de court terme des industriels. La question relative à la production passée porte sur l'activité des industriels au cours des trois derniers mois. Elle est relativement bien corrélée à l'évolution de la production (IPI), qui a nettement décroché au 1^{er} semestre, en raison notamment de conditions climatiques défavorables.

Les perspectives de production portent sur l'évolution de la production dans les trois prochains mois. Ces perspectives, bien orientées cet été puis en retrait depuis septembre, permettent un nouveau recul de la production fin 2016.

Consommation France : résilience mais pas de décollage

Evolution de la consommation en France

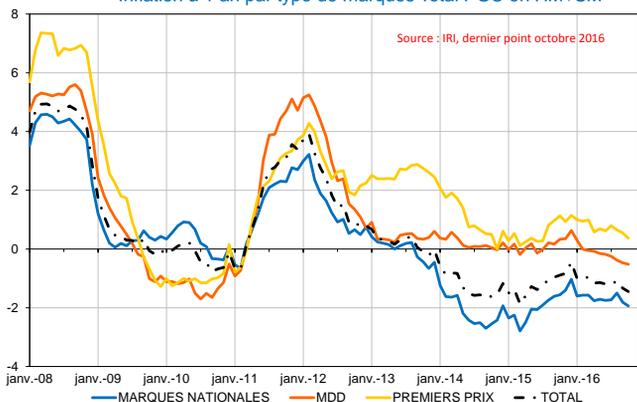


Depuis le début de l'été, les dépenses alimentaires restent très contenues. Elles sont ainsi quasiment stables en septembre (+0,2 %) et restent peu dynamiques sur les trois derniers mois (+0,3%).

Depuis plus de deux ans, un écart subsiste entre la consommation alimentaire et la consommation d'ensemble. A titre d'illustration, la consommation en biens durables s'établit à +2,6 % sur un an au mois de septembre.

Sur les douze derniers mois, à septembre 2016, la consommation alimentaire a progressé de 0,8 % et la consommation d'ensemble s'inscrit à +1,8 %. La consommation alimentaire ralentit donc sur l'ensemble de l'année 2016, après une année 2015 de relatif redressement (+1,3 %).

Inflation à 1 an par type de marques Total PGC en HM+SM



A octobre 2016, la déflation sur un an s'établit désormais à -1,5 %. Il s'agit d'un record depuis 18 mois. La déflation perdue depuis le mois d'octobre 2013.

Dans le détail, fait inédit en 2016, la déflation n'est plus seulement limitée à l'univers des marques nationales, elle touche également les MDD, dont la déflation atteint désormais -0,6 %, soit un niveau inobservé depuis février 2011.

Au final, la décélération des dépenses alimentaires constatée en 2016 apparaît surprenante, preuve que la guerre des prix dans le secteur ne stimule pas les dépenses.

	Oct.2016	Année 2015	Année 2014	Cumul depuis 2014
Tous secteurs	-1,5	-1,2	-1,3	-3,9
Total hors droguerie parfumerie et hygiène	-1,3	-1,2	-1,1	-3,7
EPICERIE	-1,4	-1,4	-2,2	-4,9
EPICERIE SALEE	-1,2	-1,4	-1,8	-4,5
EPICERIE SUCREE	-1,5	-1,3	-2,5	-5,3
LIQUIDES	-1,0	-0,9	-0,7	-2,6
BRSA ET EAUX	-1,8	-1,5	-1,7	-5,0
BIERES ET CIDRES	-1,3	-1,8	-1,7	-4,8
ALCOOLS	-0,3	0,0	0,8	0,4
PLS POIDS FIXE	-1,5	-1,0	-0,4	-2,9
SURGELES GLACES	-0,3	-0,5	-0,7	-1,5
CREMERIE	-2,4	-1,6	-0,4	-4,4
FRAIS NON LAITIERS LS	-0,7	-0,6	-0,4	-1,6

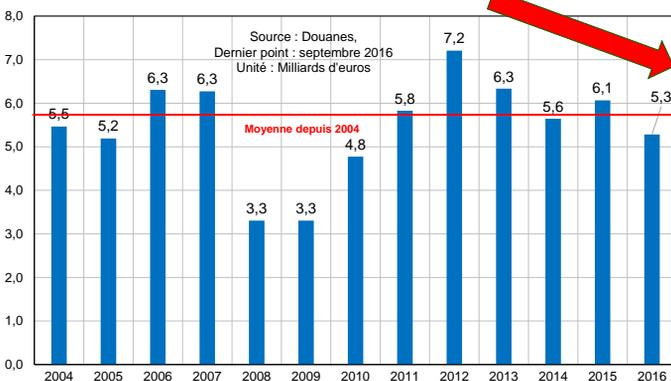
En octobre 2016, la déflation est généralisée à l'ensemble des secteurs et demeure plus soutenue s'agissant des boissons rafraîchissantes sans alcool et eaux (BRSA et eaux) et des produits de crémierie.

La guerre des prix se double depuis la fin de 2015 de ce qu'il est convenu d'appeler une guerre des promotions, qui alimente la spirale déflationniste sans faire croître les marchés.

Au final, les tensions avec la grande distribution fragilisent sensiblement la situation financière des entreprises agroalimentaires, dont les marges se sont effritées ces dernières années : en 2016, elles demeurent inférieures de près de 4 points à leur niveau de 2007, tandis qu'elles ont retrouvé leur niveau de 2007 dans le reste de l'industrie.

Export France : un décrochage des performances en 2016

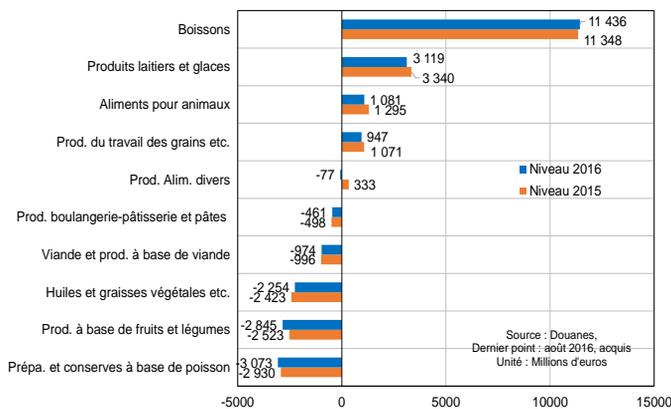
Evolution du solde commercial dans l'IAA
(cumul sur les 9 premiers mois de l'année)



Les derniers chiffres du commerce extérieur (dernières données à septembre 2016) signalent une dégradation du solde commercial global, qui s'établit à 6,9 Md€ en 2016 après 8,0 Md€ en 2015. Sur les 12 derniers mois, les importations accélèrent vivement (+3,0 %), tandis que les exportations fléchissent (-0,2 % après +2,5 % en 2015).

Sur les 9 premiers mois de l'année, le solde cumulé s'inscrit à 5,3 Md€. Il s'agit là du niveau le plus bas depuis 2010. Ces performances demeurent même inférieures à la moyenne de longue période, calculée depuis 2004 (5 Md€).

Niveau du solde commercial dans l'IAA par produits



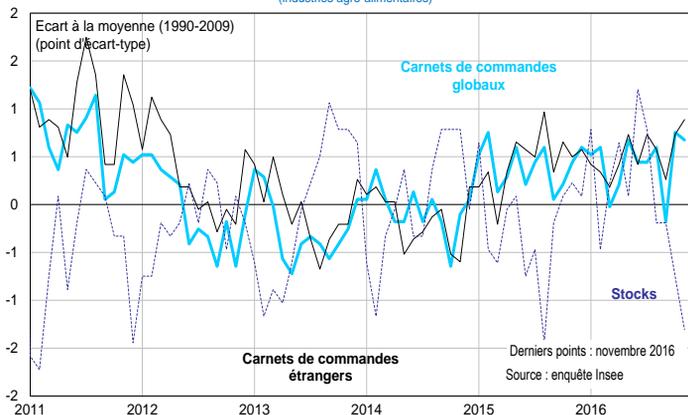
Les performances commerciales du secteur agro-alimentaire reposent sur un nombre très limité de secteurs.

Nous pouvons notamment citer : i) les vins, spiritueux et autres boissons alcoolisées : 11,4 Md€ à l'issue du mois de septembre 2016, ii) les produits laitiers (et glaces) : 3,1 Md€, dont l'excédent recule depuis 2015 dans un contexte de nette baisse des échanges liée notamment à la baisse des prix provoquée par l'abandon des quotas de production dans l'Union européenne début 2015.

A l'inverse, les principaux déficits concernent : les produits et conserves à base de poissons : -3,1 Md€ et les produits à base de fruits et légumes : -2,9 M€.

Au global, le solde commercial hors boissons et tabac se creuse en 2016 : il s'établit à -4,2 Md€ (après -3,3 Md€), ce qui constitue un déficit historiquement élevé.

France : jugement des industriels sur l'activité
(industries agro-alimentaires)

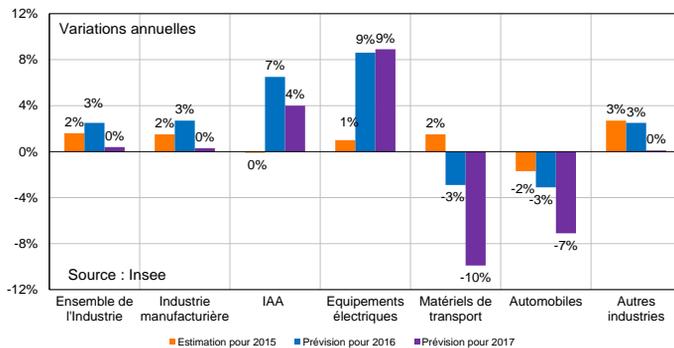


Les dernières enquêtes de conjoncture permettent de nuancer quelque peu des résultats commerciaux décevants pour 2016.

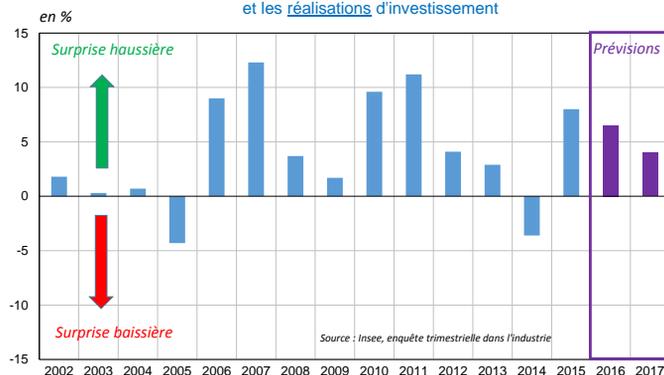
En particulier, l'évolution des carnets de commandes (globaux et étranger) se redresse, suggérant une reprise de la demande mondiale en produits agroalimentaires dans les prochains mois. En revanche, les stocks sont jugés à un niveau très inférieur à leur moyenne de long terme.

Focus investissement : une reprise envisagée pour 2016, mais des questions autour de sa pérennité

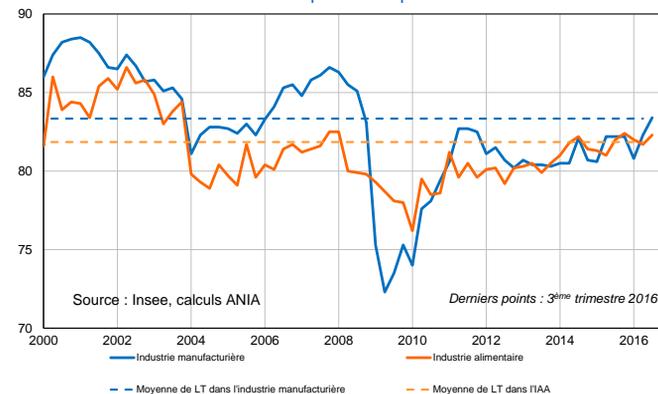
Estimations d'investissement en valeur pour 2015
Prévisions pour 2016 et 2017



Ecart dans le secteur alimentaire entre les prévisions d'octobre et les réalisations d'investissement



Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie



Les dernières enquêtes sur les investissements dans les industries du mois d'octobre permettent de conforter la reprise de l'investissement prévue pour 2016 : + 10 % (contre 13 % prévu en juillet). La mesure de suramortissement (dont l'extinction est prévue pour avril 2017) nourrit particulièrement cette dynamique, tout comme l'actuelle faiblesse des taux.

Ces deux facteurs apparaissent ponctuels. Ainsi la 1^{ère} estimation pour 2017 signale un ralentissement de l'investissement (+4 % prévu), laissant penser que les entreprises agroalimentaires accentueraient leur effort d'investissement jusqu'au 1^{er} trimestre 2017 pour profiter pleinement de l'avantage fiscal offert par la mesure de suramortissement. Elles relâcheraient par la suite cet effort. Ceci porte à croire que les conditions d'une croissance pérenne de l'investissement (visibilité, situation financière saine, carnet de commande bien orienté...) ne sont toujours pas réunies.

Année après année, la confrontation des résultats d'investissement prévus et constatés met en lumière d'importantes erreurs de prévision dans le secteur agroalimentaire, tout en suggérant la fragilité des résultats à horizon 2017.

Cette donnée permet toutefois d'appréhender de manière plus précise l'extrême prudence des chefs d'entreprises du secteur agroalimentaire à investir, tout en soulignant un manque de visibilité concernant l'évolution du carnet de commande, les demandes financières de la grande distribution et l'environnement réglementaire et fiscal.

Une analyse du taux d'utilisation des capacités de production (TUC) met en lumière les tensions qui pèsent sur l'appareil de production. Depuis plusieurs trimestres, le TUC progresse dans le secteur agroalimentaire.

Dans l'alimentaire, il dépasse sa moyenne de long terme en 2016 (82,4 contre 79,4 depuis 1991) et affiche un niveau inobservé depuis 2008.

Cet indicateur accrédite donc la reprise de l'investissement suggérée pour l'heure pour 2016. En revanche, la faible dispersion autour de la moyenne de long terme pose question sur la capacité de rebond au-delà du secteur agroalimentaire.